



« Gaza. Une guerre coloniale », un ouvrage pluridisciplinaire qui « rend le regard possible » sur l'histoire en train de se faire

Description

L'Agence Média Palestine s'est entretenue avec Stéphanie Latte Abdallah et Véronique Bontemps, qui publient ce mois de mai « Gaza, une guerre coloniale » aux éditions [Sinbad](#) (Actes Sud), en collaboration avec l'Institut d'Études Palestiniennes. Un ouvrage foisonnant d'articles inédits qui mènent analyse et témoignages et tentent d'ancrer une analyse en mouvement de la phase génocidaire en cours depuis 18 mois à Gaza.

Par l'Agence Média Palestine, le 27 mai 2025

Gaza, une guerre coloniale

sous la direction de
VÉRONIQUE BONTEMPS
STÉPHANIE LATTE ABDALLAH

Sindbad
ACTES SUD

 Institut des
Etudes Palestiniennes

AMP : Pouvez-vous nous présenter brièvement votre ouvrage, et nous expliquer comment et quand avez-vous choisi et réuni ces auteur·ices ? Pourquoi le choix de cette pluridisciplinarité, quel en sont les apports ?

SLA : C'est un livre qui entend documenter la guerre à Gaza, pendant plus d'un an, car les articles ont tous été écrits fin 2024. Tous les auteurs et les autrices que nous avons réunies ont vécu ou sont originaires de la Palestine ou de Gaza, et c'est ce qui nous a permis de travailler avec suffisamment de sources, malgré l'empêchement par Israël aux journalistes

dâ??entrer dans Gaza. Pour ce qui est de la pluridisciplinarité, nous avons souhaité plusieurs types de points de vue, intérieurs et extérieurs, en termes de personnes mais aussi en terme dâ??objets. C est très complexe de documenter lâ??histoire en train de se faire, pour nous en sciences sociales, qui avons d habitude un plus grand recul sur nos sujets. Par ailleurs, le 7 octobre n est pas un moment zéro de lâ??histoire mais s inscrit dans une continuité coloniale, ce qui nous a permis aussi de nous appuyer sur des travaux plus anciens et de les poursuivre.

VB : Nous ne voulions pas verser dans un format journalistique, ni uniquement de témoignage, mais bien produire des connaissances en sciences sociales, et donc replacer ce qui a fait  v nement dans une série de continuités historiques qui sont celles de la domination coloniale imposée par Israël aux Palestiniens depuis des dizaines dâ??années maintenant, et c est ce qui nous a permis de documenter des  v nements récents   partir dâ??une profondeur historique qui s appuie sur des années de recherche.

 AMP :   qui s adresse cet ouvrage, et comment souhaiteriez-vous qu il mobilise ou accompagne votre lectorat ?

VB : Je pense que nous visons un public éclairé, mais vaste, nous nous adressons   des personnes qui ne sont pas forcément spécialistes. Nous voulons mettre les outils de sciences sociales   disposition dâ??un public large, en rendant les choses accessibles et claires. Nous espérons ainsi donner un éclairage sur des aspects très contestés, comme le fait colonial ou le mot génocide, qui ont été très clivants dans le débat public. Inscrire ces aspects dans un prisme dâ??analyse qui nous semble indispensable, pour fournir les outils empiriques et théoriques qui assoient ces termes.

SLA : Le point de vue des sciences sociales permet un recul salutaire, dans ces discussions, car ce sont des disciplines qui demandent du temps. Nous ne voulions pas faire un livre de circonstances, de réaction, mais un document réflexif qui s adresse aux journalistes, aux diplomates,   tous ceux qui voudraient comprendre ce qu il se passe depuis 18 mois, mais aussi bien entendu aux universitaires. Nous avons pensé   lâ??accessibilité de lâ??ouvrage, avec des articles courts, digests, peu de notes de bas de page pour qu ils puissent être lus par chacun et chacune.

AMP : La campagne génocidaire en cours depuis 18 mois   Gaza a cela de particulier qu elle a surexposé ses habitant es, notamment par une documentation en direct sur les réseaux sociaux par les Gazaoui es elles et eux-même, tout en donnant cours   une invisibilisation féroce par Israël   travers le meurtre des journalistes sur place et lâ??interdiction faite aux journalistes internationaux de s y rendre, et dans les pays occidentaux par la censure et la répression de ces récits. Qui peut, et comment peut-on, parler de la Palestine et de Gaza ?

SLA : Je reprends là les mots de Georges Didi Huberman, qui dans un tout autre contexte explique qu on peut être dans une situation dâ??hypervisibilit  et de disparition simultanées, et c est exactement ce qu il se produit actuellement. Nous avons voulu y répondre par la pluralité dâ??auteurs et dâ??autrices, des Palestinien nes, dont certain es sont issu es de Gaza, et dâ??autres personnes, avec une pluralité de points de vue. Un des atouts et des forces de ce livre, c est dâ??être un travail collectif. Nous avons construit son point de vue   travers la multiplicité des regards et des approches, et c est cela qui rend ce regard possible.

VB : C'est à partir de points de vue situés que nous avons construit notre recherche, les couplant des points de vue plus distants, et c'est ce qui permet un regard mais aussi une visibilité.

SLA : Oui, parce qu'il y a des sphères politiques ou militantes où les Palestiniens ne sont pas silencieux, mais on voit bien par contre que les différences arables du débat public sont étanches. Notre volonté était aussi de toucher des sphères qui ne seraient pas seulement militantes, ou complètement alignées politiquement. Ce n'est pas évident, surtout quand on emploie frontalement des termes comme « colonial » et « génocide », mais la pluralité de nos points de vue permet néanmoins d'entamer un débat qui dépasse l'entre-soi, qu'il soit académique ou militant.

AMP : Quel enjeu contient pour vous le terme « colonial », pourquoi est-il si important et comment le développez-vous dans votre ouvrage ?

VB : Nous explicitons ce terme dès l'introduction : c'était une manière pour nous de prendre le taureau par les cornes, d'assumer les termes. L'intérêt du prisme colonial pour parler de la situation en Palestine et en Israël dans toute sa profondeur historique, c'est d'une part de sortir ce cas israélo-palestinien d'une forme d'exceptionnalisme en fournissant des outils comparatifs, qui sont essentiels en sciences sociales. »

Ensuite, le prisme du colonial est quelque chose qui est analysé dès 1948 et la Nakba, quand des chercheuses palestiniennes ont critiqué ce qu'il se passait comme un processus de colonie de peuplement. Mais ces études n'ont pas été entendues et ont été silencieuses, donc affirmer aujourd'hui ce terme, c'est aussi rappeler cela.

SLA : Cette silenciation du fait colonial, elle arrive surtout dans la période Oslo, qui présente la situation comme un processus de paix entre deux parties égales, un conflit réglé, et cette rhétorique de symétrisation efface la dimension coloniale et la dimension d'occupation, quand bien même elle se perpétue pendant tout le processus d'Oslo, bien avant qu'il n'achoue.

VB : Le paradigme du « colonialisme de peuplement », Settler Colonialism à quoi on pourrait traduire autrement d'ailleurs, colonialisme d'expropriation, d'expulsion, voire d'élimination à désigne un colonialisme qui se distingue en partie du colonialisme « classique », reposant essentiellement sur une logique d'exploitation économique. Le colonialisme de peuplement va tendre à transférer l'autochtonie vers les colons : les colons prennent le contrôle d'un territoire tout en s'indignant, en expulsant, silenciant, éliminant les populations réellement indignes pour s'approprier leur indignité. C'est un processus qu'on a vu dans plusieurs endroits dans le monde, comme le colonialisme de peuplement des États-Unis, du Canada, l'Australie, qui ont « réussi » dans le sens où ils ont effectivement imposé leur indignité aux dépendants des premières populations de ces territoires, qui sont maintenant éteintes ou dans des réserves.

» Inscrire le cas de la Palestine et d'Israël dans ce cadre-là permet de le comparer avec ces autres cas, comme avec d'autres comme la Polynésie française ou la Kanaky (Nouvelle-Calédonie) qui sont aussi des colonies de peuplement, encore plus proches de nous. Cela dit, il n'est pas question de dire que c'est la même chose, l'enjeu est justement de pouvoir distinguer ce qui fait la spécificité de chaque cas, en particulier ici où nous sommes dans une forme de colonialisme ultra-contemporain.

SLA : Depuis 10 ou 15 ans, après la parenthèse Oslo, on observe un regain dans le champ des études palestiniennes de la question coloniale et du colonialisme de peuplement, et nous nous situons dans la continuité de ces travaux, qui sont encore trop peu présents en France. Il a beaucoup été reproché à l'usage de ce terme une forme d'anachronisme, et nous répondons à ces critiques en explicitant la contemporanéité de ce colonialisme, qui dispose d'outils globaux. Nous affirmons qu'il y a une imbrication entre néolibéralisme et colonialisme, mais aussi des outils de gestion des mobilités et des frontières qui relèvent d'outils globaux, et ces mécanismes sont autant des spécificités de ce colonialisme de peuplement que de son invisibilisation. »

D'un point de vue plus vernaculaire, nous développons la notion de « Nakba continue », qui relève d'un concept similaire puisqu'il s'agit de replacer les événements dans une structure, en affirmant que la Nakba, ce n'est pas juste 1948, mais qu'elle se poursuit par des processus d'expulsion, de transfert, etc., qui relèvent du colonialisme de peuplement. Et cette notion, posée par Elias Khoury puis par Joseph Massad autour des années 2000, se double aujourd'hui de celle d'une « nouvelle Nakba », pour désigner l'ampleur de ce qu'il se passe. Il faut souligner que c'est un terme qui est repris par les Israéliens eux-mêmes, les politiques autant que les journalistes, et on voit bien ce que cela suppose en terme d'intentions de transfert et d'expulsion. D'une Nakba non-reconnue, ou du moins officiellement, on passe à une Nakba assumée, proclamée, souhaitée avec les mêmes mots : un cap a été passé.

AMP : Quelle place accordez-vous au sionisme dans l'analyse de ce fait colonial ?

SLA : Dans les premiers écrits sionistes et les premières déclarations, et certaines institutions créées le mot colonial était très clairement employé. Et puis à un moment donné, il cesse de l'être. Quand on observe notamment le cinéma sioniste, que j'ai beaucoup étudié, on voit bien qu'après 1948 l'intention est réellement de devenir Palestiniens, on voit dans les films une volonté de s'autochtoniser, les mots « Palestine » et « colonial » sont utilisés ouvertement, mais à une époque où le colonialisme est encore grandement assumé par les puissances impérialistes. C'est par la suite que ces mots vont disparaître, pour laisser place à d'autres formes de légitimation, notamment celle de la légitimation autour de l'holocauste qui émerge dans les années 60, qui n'était pas du tout là aux premiers temps.

VB : Dans les premiers temps du sionisme, la Palestine n'était pas la seule option, mais à partir du moment où elle a été l'option choisie et où les colons juifs ont commencé à s'installer, autour des années 20 et 30, il y a une légitimation de l'appropriation des terres comme une forme de colonialisme. Au moment de la guerre en 1947-48-49, les dirigeants militaires israéliens ne se cachent pas du fait que pour conquérir un territoire, il faut expulser les gens. Tout en affirmant paradoxalement l'idée d'une « terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Mais dans notre livre, nous parlons davantage du colonialisme que du sionisme, car nous dressons avant tout un constat des faits.

AMP : L'ouvrage situe le génocide en cours dans le temps mais aussi dans l'espace, dans l'imbrication d'enjeux régionaux et mondiaux. Selon vous, pourquoi Gaza, et pourquoi maintenant ?

SLA : Cela tient beaucoup à l'histoire du Hamas, bien sûr, et de cette action du 7 octobre qui a brisé le modus vivendi qui était en place depuis des années entre Israël et le Hamas. Il y a une

perpétration de ce qui s'affiche comme une forme de résistance armée qui ne veut pas admettre le processus d'annexion et d'annexion qui était déjà en cours, et c'est avec cela qu'Israël affirme vouloir en finir. »

À partir de là donc, Israël a manifesté cette volonté d'annexer, mais qui a été au final une occasion d'aller plus loin. On a aujourd'hui un gouvernement israélien qui est plus à l'extrême-droite que jamais, avec des ministres pro-colons qui ont toujours affiché leur volonté de récupérer les colonies de Gaza évacuées en 2005. »

Donc on voit bien que l'enjeu en termes militaires n'est pas tout fait le même en Cisjordanie, par exemple, où l'Autorité Palestinienne fait de la coopération sécuritaire, etc. Pourtant, et il faut le souligner, les ambitions coloniales sont clairement affirmées là aussi et de plus longue date même : l'annexion de jure de la Cisjordanie est en cours et fait suite à une annexion de facto. Jusque-là, le Hamas arrangeait bien Israël car il permettait de diviser politiquement les Palestiniens et d'aller contre l'idée d'un État palestinien, que Netanyahu n'a jamais voulu. Mais le Hamas, qu'Israël avait cru pouvoir maintenir à basse intensité, a décidé de mener un acte fort pour empêcher la normalisation avec l'Arabie Saoudite, l'annexion de la Cisjordanie, les actions des colons sur l'esplanade des mosquées, mais aussi pour mettre en avant ses revendications propres, avec notamment la libération des prisonniers et la fin du blocus de Gaza.

VB : C'est ce que Naomi Klein a théorisé, dans un tout autre contexte, comme la stratégie du choc : les massacres du 7 octobre ont été la fenêtre d'opportunité pour Israël de mettre en œuvre et de légitimer des plans qui existaient auparavant, notamment à Gaza mais aussi en Cisjordanie, puisque cela leur permet maintenant de légitimer, en tout cas dans les discours, des actions concrètes comme une annexion de facto, un transfert d'administration, le cadastrage de terres, ou le ciblage systématique des réfugiés.

AMP : Justement sur cette question de temporalité, votre ouvrage emploie bien à montrer que l'histoire ne commence ni ne s'arrête le 7 octobre : on sent une forte volonté d'inscrire le génocide en cours à Gaza dans le temps (partie 1 « des continuités », partie 2 « futuricide/effacements », partie 3 « quotidien »). Quel enjeu voyez-vous dans le récit de ces temporalités ?

VB : Gaza est un territoire vaste, mais ça n'a pas toujours été le cas. En tant qu'historiennes et anthropologues, notre travail est aussi de rappeler que les Palestiniens sont silencieux, tour à tour désignés comme victime ou terroriste. Il y donc un enjeu à rappeler que la bande de Gaza n'a pas toujours été une bande, mais un simple territoire, avec sa culture urbaine et son histoire.

SLA : Oui, nous insistons beaucoup sur cela, en montrant le fait qu'on a fait de Gaza un espace purement humanitaire, alors qu'il s'agit d'un espace économique, urbain, d'une région pionnière dans la Palestine. Donc sortir de cette image « Gaza = terroriste = guerre = humanitaire », pour re-contextualiser et refuser le processus d'effacement en cours. Mon article est centré sur cette notion de futuricide que j'ai élaborée car elle décrit véritablement l'intention du gouvernement israélien, mais je tiens à rappeler qu'il s'agit bien d'une intention et non d'un processus abouti : en s'attaquant au passé et au présent, par toute une série de mécanismes que j'explique, ce gouvernement tente d'empêcher tout futur pour les Palestiniens à Gaza, mais c'est une intention, et, on espère, cela ne va pas nécessairement se concrétiser : en inscrivant la séquence actuelle dans le temps, il s'agit de

laisser une place à des futurs possibles.

AMP : Sur l'après-Gaza justement, quelle perspective voyez-vous, et que pensez-vous de la critique grandissante par la société israélienne du gouvernement Netanyahu ? Quid de l'état colonial, si ce gouvernement vient à changer ?

VB : Le colonialisme ne vient pas de Netanyahu, si c'était le cas, ça aurait commencé depuis longtemps. Le gouvernement de Netanyahu a poussé à l'extrême la violence coloniale, mais les gouvernements israéliens successifs ont toujours colonisé la Palestine, y compris pendant et après le processus d'Oslo, et tout cela est très bien documenté.

SLA : C'est une politique d'état et pas seulement de gouvernement. Mais effectivement, on a en ce moment un coup d'accablé, avec un gouvernement presque entièrement formé de colons, avec cette volonté affichée de retourner à Gaza, etc. Netanyahu en est acteur, mais sa majorité politique en dépend et derrière lui, on ne sait pas ce qu'il y aura. Il y a bien des mobilisations contre le gouvernement Netanyahu et c'est normal de les voir, mais ça ne prouve pas du tout une volonté d'arrêter la colonisation.

VB : Exactement. Un certain nombre de personnalités de gauche en Israël essaient de se comparer le colonialisme dans les territoires occupés de la politique d'Israël, mais en réalité les deux marchent ensemble, d'autant que maintenant les colons ne sont plus seulement dans les colonies, ils sont au gouvernement ! Donc on a le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, mais il faut se souvenir qu'à aucun moment dans son histoire un gouvernement n'a mis un coup d'arrêt à la colonisation, jamais. Enfin dans l'opposition à Netanyahu, la question palestinienne n'est pas du tout abordée, en réalité, tout le monde a accepté d'accorder pour rester dans la bulle cognitive qui place les Palestiniens hors du champ.

SLA : Et au-delà du « quoi », on peut surtout se demander quand sera cet après-Gaza. Car l'une des modalités de gestion de cette occupation coloniale est le temporaire qui dure, et on peut craindre que cela arrive à Gaza, qu'on entre une phase qui durera indéfiniment. Mais c'est vrai que la société israélienne aujourd'hui est mise à l'épreuve, on le voit, avec des servistes qui ne veulent plus répondre à l'appel, et un nombre inédit de personnes qui quittent Israël ! Mais est-ce que cela témoigne réellement d'une opposition à la colonisation ?

VB : Enfin la dernière inconnue, c'est bien sûr ce qu'il se passera au niveau mondial et de la mise en application effective de sanctions contre Israël. On commence à peine à envisager concrètement que cela puisse arriver, c'est timide, mais au moins le tabou est brisé. On ne peut qu'espérer, à partir de là, que les choses puissent se reconfigurer.

date créée
2025/05/27